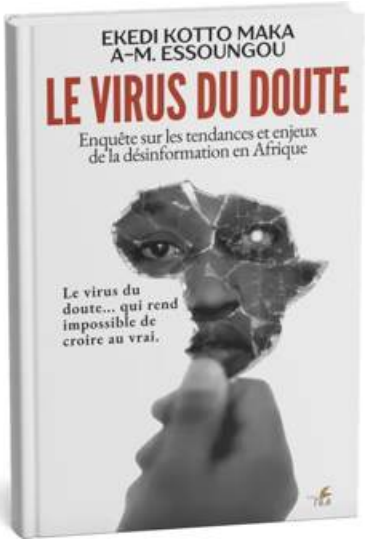
EXTRAIT GRATUIT



LE VIRUS DU DOUTE

Enquête sur les tendances et enjeux de la désinformation en Afrique

Ekedi Kotto Maka & André-Michel Essoungou

Extraits gratuits

Note au lecteur · Prologue · Chapitre 1 · Épilogue

Éditions Tila · Douala · 2026 · ISBN 9798195140540
© 2026 Ekedi Kotto Maka & A-M Essoungou. Tous droits réservés.
Extrait offert pour une lecture gratuite. Version allégée pour faible connexion.

TABLE DES MATIÈRES

	Note au lecteur	vii
	Prologue	1
1.	La Radio-Trottoir Numérique	13
2.	Les Guerriers Africains De L'information	29
3.	Les Mercenaires De L'influence	47
4.	La Loi Comme Arme	57
5.	La Reconquête Du Récit	67
	Épilogue	79
	Références	81
	Notes	105
	Bibliographie	107
	À propos des auteurs	113

NOTE AU LECTEUR

Nous venons de deux mondes que tout oppose, en apparence.

L'un, André-Michel Essoungou, a couvert la politique internationale et les conflits africains notamment depuis leurs marges. Journaliste au long cours pendant plus d'une décennie, il a prêté son oreille aux ondes courtes, et son regard aux urgences du continent. De la BBC à RFI, il a suivi les lignes de failles de l'Afrique contemporaine avant de rejoindre les Nations unies pendant plus de 15 ans. Là, il apprend une autre grammaire du conflit : celle des diplomates, où chaque mot peut désamorcer, ou allumer, une crise.

L'autre, Ekedi Kotto Maka, a forgé son expertise dans les flux. Flux d'attention, de récits, de signaux faibles. Stratège de contenu et entrepreneure en communication numérique, elle a appris à lire ce que les écrans ne montrent pas : pourquoi une information génère de l'attention, pourquoi une rumeur prend, pourquoi une vérité ne passe pas. De Montréal à Toronto, en passant par Paris et Kinshasa, elle a ouvert des perspectives là où le bruit fermait les esprits. Depuis plus de dix ans, elle observe comment les algorithmes, les contenus et les émotions fabriquent l'adhésion, le rejet ou le chaos.

Deux trajectoires. Deux terrains. L'un dans les couloirs de la guerre. L'autre dans les coulisses du numérique.

Pourtant, dans un monde où une vidéo WhatsApp peut renverser une élection ou déclencher une émeute, ces terrains-là se superposent. Le champ de bataille est devenu hybride. Le récit est devenu une arme. Le vrai, une zone contestée.

C'est de là qu'est né ce livre : pas comme un rapport, ni comme une thèse, mais comme une alerte. Et un acte. Une tentative pour comprendre ce que la désinformation fait à l'Afrique, et ce que l'Afrique invente pour y résister.

Nous avons écrit ce livre parce que quelque chose nous trouble. L'Afrique est au cœur de la guerre informationnelle, mais sans projecteurs. Elle est ciblée, mais rarement écoutée. Analysée, mais rarement accompagnée comme elle le souhaite. On l'étudie pour ses fractures, rarement pour ses ripostes.

Or, la désinformation ici n'est pas qu'un « problème de plateforme ».

C'est un combat pour l'imaginaire.

Pour la mémoire.

Pour la souveraineté.

Ce que nous avons vu, séparément au fil de nos parcours professionnels respectifs puis ensemble lorsque l'un et l'autre exercions à l'ONU à New York et sur les terrains d'Afrique, c'est un brouillard qui avance. Il prend la forme d'audios falsifiés, de sermons détournés, de vidéos recyclées, de récits empoisonnés.

Mais aussi, et surtout, celle d'actes de résistance non répertoriés :

- un griot qui corrige une fausse nouvelle par un conte ;
- une radio qui invente le théâtre comme bouclier ;
- une paysanne qui devient fact-checkeuse pour protéger son village du mensonge ;

- un jeune développeur de Lagos ou Nairobi qui code, en haoussa ou en swahili, les outils que les plateformes ont jugé inutiles de construire pour eux.

Ce livre ne cherche pas à tout expliquer. Il dresse une cartographie imparfaite mais honnête. Une traversée faite de données, de récits, de cas concrets. Un plaidoyer pour une souveraineté informationnelle inventée sur le continent, par le continent, pour le continent. Et peut-être, une tentative pour faire entendre non pas notre voix, mais celles, innombrables, qui déjouent le chaos chaque jour, sans bruit.

MÉTHODE ET SOURCES

Ce livre n'est ni un rapport universitaire ni un essai théorique. C'est un récit d'enquête, une traversée narrative d'un continent pris dans les turbulences de la guerre de l'information. Nous avons voulu qu'il se lise comme un voyage, pas comme un mémoire de recherche.

Ce choix a guidé une décision éditoriale que certains lecteurs remarqueront d'emblée : l'absence de notes de bas de page. Les sources sont regroupées ici, chapitre par chapitre, en fin d'ouvrage. Ce n'est pas de la négligence. C'est une invitation. Nous voulions que le lecteur puisse s'immerger dans le récit sans que l'appareil scientifique ne brise le rythme de la découverte ; tout en lui offrant les moyens de vérifier, de prolonger, d'approfondir chaque affirmation.

Car vérifier, c'est précisément le sujet de ce livre.

Notre méthode emprunte à plusieurs traditions. Du journalisme d'enquête, nous avons gardé le goût du terrain, du témoignage direct, de la scène vécue. De la recherche académique, nous avons conservé l'exigence de croiser les sources, de privilégier les données vérifiables, de confronter les perspectives. Des techniques de narration, nous avons retenu

l'ambition de raconter une histoire ; pas seulement d'exposer des faits.

Les informations factuelles présentées dans ces pages proviennent de trois catégories de sources. D'abord, les rapports institutionnels et les études de recherche publiés par des organismes reconnus : le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Graphika et le Stanford Internet Observatory, l'Institute for Security Studies, CIPESA, Organisation internationale de la francophonie, l'Africa Center for Strategic Studies, Access Now, le Global Investigative Journalism Network, Reporters sans frontières et Africa Check, entre autres. Ensuite, les articles académiques parus dans des revues à comité de lecture, notamment International Affairs, le Journal of African Elections, African Journalism Studies, le Kabarak Journal of Research & Innovation et Politique africaine. Enfin, les enquêtes journalistiques de fond, dont celles du quotidien britannique The Guardian, de Jeune Afrique, et de Forbidden Stories et de l'OCCRP.

Les citations directes attribuées à des experts, journalistes ou acteurs de terrain proviennent principalement de déclarations publiques documentées dans les sources listées. Lorsque des données quantitatives sont avancées, telles que le taux de pénétration d'internet, nombre de campagnes de désinformation recensées, chiffres électoraux, elles sont tirées des rapports les plus récents auxquels nous avons eu accès, avec la prudence qui s'impose face à des statistiques parfois contestées ou incomplètes.

Un mot sur les limites de cet exercice : l'écosystème de la manipulation de l'information en Afrique est, par définition, opaque. Les opérations d'influence sont conçues pour ne pas être tracées. Les « chambres noires » des messageries chiffrées échappent à toute observation systématique. Les témoignages d'acteurs impliqués dans la production de désinformation sont rares et souvent incomplets. Nous avons travaillé avec ce

que le réel voulait bien nous livrer, en signalant, chaque fois que nécessaire, les zones d'ombre et les incertitudes.

Ce livre ne prétend pas à l'exhaustivité. Il dresse, comme nous l'écrivons dès l'introduction, une « cartographie imparfaite mais honnête ». Nous espérons que le lecteur curieux trouvera dans les pages qui suivent les clés pour poursuivre l'enquête là où nous l'avons laissée.

Mais avant toute chose, une question : qu'est-ce que la désinformation ? Des mensonges qui ont des auteurs, des financeurs, des stratèges. Des mensonges qui ne circulent pas par hasard, ils sont poussés, orientés, conçus pour faire mal là où ça fait le plus mal.

Ce que la désinformation cherche, au fond, ce n'est pas toujours de vous faire croire à quelque chose de faux. C'est souvent plus ambitieux, plus destructeur : vous faire douter de tout. Y compris du vrai.

C'est ce doute-là, ce virus-là, que ce livre expose.

A.-M. E. & E. K. M.
Nairobi/Paris, mars 2026

PROLOGUE

Note au lecteur : Ce que vous allez lire n'est pas qu'une succession de fausses nouvelles. C'est l'anatomie d'un monde où le doute est devenu une arme.

NOVEMBRE 2025 / MARS 2026. (FAUSSE) RUPTURE ENTRE KIGALI ET WASHINGTON

Dans le paysage politique complexe de la région des grands-lacs, peu de nouvelles suscitent autant d'intérêt que les alliances et ruptures réelles ou supposées entre les capitales de la région et Washington. De Kigali à Kinshasa, de Kampala à Bujumbura, citoyens ordinaires et observateurs avertis semblent toujours aux aguets sur cette question aux conséquences que tous anticipent avec anxiété.

C'est dans ce contexte politique plus tendu encore depuis trois ans qu'en novembre 2025 et mars 2026, sur les réseaux sociaux, la (fausse) nouvelle d'une rupture des relations entre Kigali et Washington se répand.

La première remonte à novembre 2025. Un profil X (@cle-

mentmuya2) affirme que l'ambassade américaine à Kigali va être délocalisée au Kenya[1]. Fact-Check Congo vérifie : aucune information de ce genre ne figure sur les canaux officiels.

La deuxième survient début mars 2026, peu après les sanctions américaines du 2 mars contre les Forces de défense rwandaises. Un premier post affirme que le Rwanda a accepté de retirer ses troupes de RDC (interprétation inexacte d'un communiqué officiel) et est vu plus de 46 000 fois. Un second, publié le 4 mars, diffuse un faux communiqué aux couleurs du ministère rwandais des Affaires étrangères annonçant la rupture des relations diplomatiques avec Washington. En huit heures : 30 000 vues. Le gouvernement rwandais dément. PesaCheck et le Studio Hirondelle RDC établissent qu'il s'agit d'une fausse information[2].

Ces épisodes ont prospéré sur des tensions bien réelles : les accords de Washington du 4 décembre 2025, violés quelques jours plus tard par la prise d'Uvira par l'AFC/M23, puis les sanctions américaines contre l'armée rwandaise[3,4]. La désinformation n'a pas inventé un conflit inexistant : elle l'a amplifié, transformant chaque silence officiel en preuve d'une rupture consommée.

JUILLET 2023. NIAMEY BRÛLE D'UN FEU INVISIBLE.

Dans les rues poussiéreuses de la capitale nigérienne, les téléphones crépitent. Sur les écrans fissurés des smartphones, dans les groupes WhatsApp bondés, une vidéo circule à la vitesse de la rumeur : Des avions militaires se posent à Dakar.

Les images sont présentées comme la preuve d'un renfort militaire de la CEDEAO contre la junte qui vient de renverser Mohamed Bazoum[5]. En quelques heures, la séquence enflamme les réseaux sociaux ouest-africains. Les manifestants brandissent des drapeaux russes, scandent des slogans anti-français.

Pourtant, l'enregistrement ne montre qu'une simple escale de Rafales français, sans lien avec le Niger. Sortie de son contexte, réinjectée au bon moment, cette séquence anodine est une arme.

JANVIER 2026. « LE MAROC ET LE TROPHÉE VOLÉ DE LA CAN »

Changement de scène et de cadre.

De décembre 2025 à janvier 2026. La Coupe d'Afrique des nations se tient au Maroc. Un tournoi devenu phénomène mondial, vu par des centaines de millions de personnes. Au-delà de l'enthousiasme habituel, des discours au départ suspicieux et finalement accusateurs voient le jour, sans grand fondement dans la réalité des faits.

Des accusations graves envahissent les conversations en ligne pendant et après la CAN : le Maroc serait favorisé par les arbitres. Sans la moindre preuve indiscutable, ces allégations prennent de l'ampleur à mesure que des chroniqueurs dans des médias, créateurs de contenu et utilisateurs sur les réseaux sociaux les reprennent en France et en Afrique[6,7,8].

La rumeur enfle jusqu'au point de bascule : la finale qui oppose le Maroc au Sénégal le 18 janvier à Rabat. Le Sénégal s'impose 1-0 sur le terrain, mais le match glisse simultanément vers une confrontation narrative massive. Chaque décision arbitrale n'est plus perçue comme une erreur humaine, mais comme une manipulation délibérée. La crise connaît un nouveau tournant mi-mars quand la CAF déclare le Maroc vainqueur. La raison : la violation par le Sénégal du règlement interdisant à une équipe de quitter le terrain sans l'aval de l'arbitre.

La décision de la CAF n'a rien résolu. Chaque camp y a lu la confirmation de ce qu'il croyait déjà. La vérité a cessé d'être un terrain partagé.

L'EXPLOSION SILENCIEUSE

Ces trois cas ne sont pas des accidents isolés. Ils partagent une même mécanique : contaminer une fracture existante, qu'elle soit géopolitique, régionale ou identitaire, et l'élargir. C'est précisément cette capacité d'adaptation qui rend le phénomène si difficile à contenir.

Ces trois scènes, ces trois photographies plus ou moins récentes de moments de manipulation informationnelle, aussi sidérantes soit-elles, ne représentent pourtant qu'un mince fragment d'un phénomène bien plus vaste. Dans le silence des serveurs de la Silicon Valley, une guerre d'un genre nouveau redessine les contours de l'Afrique contemporaine. Une guerre sans bombes ni tranchées, mais faite de récits empoisonnés, d'images trafiquées, de voix synthétiques. Une guerre où chaque « j'aime » peut devenir une balle narrative. Les données disponibles en révèlent l'ampleur.

En ce début d'année 2026, des outils d'IA générative semblent de plus en plus mobilisés pour valider des récits institutionnels, transformant l'IA en un « arbitre fictif de la vérité ». Pour la CAF comme pour les États africains, l'enjeu n'est plus seulement de protéger une image, mais de garantir une survie institutionnelle fles deux dace à une menace qui ne connaît ni coup de sifflet final, ni hors-jeu. Le combat ne se gagne plus par le silence, mais par la capacité à saturer l'espace numérique de faits avant que les vérités alternatives, ou des mensonges fabriqués de toute pièce, n'aient le temps de se cristalliser.

Les chiffres donnent le vertige. Entre 2022 et 2024, le nombre de campagnes de désinformation documentées sur le continent, selon des chercheurs du Centre d'études stratégiques de l'Afrique est passé de 50 à 189, soit près du quadruple[9]. Ces statistiques, aussi impressionnantes soient-elles (sans doute fort discutables quoique révélatrices d'une tendance confirmées par d'autres observations contenues

dans les pages qui suivent), ne captent qu'une partie du phénomène.

La désinformation en Afrique ne se mesure pas seulement en publications Facebook, en tweets viraux ou messages sur WhatsApp, la plateforme de médias sociaux dominante en Afrique. Elle circule dans les prêches des imams de Maïduguri dans le Nord du Nigeria, dans les chansons des griots de Bamako, dans les conversations de rue à Kinshasa, Douala et Abidjan.

C'est précisément ce qui rend l'Afrique si singulière dans cette guerre mondiale de l'information. En 2023, Reporters Sans Frontières désignait le l'Afrique subsaharienne comme « laboratoire mondial de la désinformation et de la propagande »[10]. Non pas parce que l'Afrique serait plus crédule qu'ailleurs, mais parce qu'elle incarne un écosystème informationnel unique ; un lieu où le *high-tech* des algorithmes et des deepfakes s'hybride avec le *low-tech* des radios communautaires et du bouche-à-oreille. Où un message vocal WhatsApp peut avoir plus de poids qu'un décret présidentiel.

Ce livre tente de résoudre une énigme : pourquoi et comment la désinformation en Afrique suit-elle des dynamiques, des trajectoires et des tendances différentes du reste du monde ?

La réponse réside dans une alchimie unique entre l'espace digital et celui de l'oralité. Considérons ce paradoxe : En 2026, environ 40 % des Africains ont accès à Internet, avec des disparités importantes : près de 80 % en Afrique du Sud contre seulement 25 % en Afrique centrale[11,12]. Cette fracture numérique, loin de freiner la circulation des fausses nouvelles, la transforme. Elle crée des « chambres noires » informationnelles où les rumeurs, protégées par le cryptage des messageries notamment, échappent aux modérateurs incapables de décoder le bambara, le haoussa ou le wolof, tout au moins avec la même célérité que lorsqu'il s'agit de langues dominantes d'Occident.

Sur le continent, WhatsApp est devenu la « radio-trottoir » du XXIe siècle. Les messages y circulent dans des cercles fermés, atteignant même les analphabètes grâce à des « passeurs » qui lisent les contenus à haute voix dans les marchés. En Gambie, lors des élections de 2021, WhatsApp est devenu un vecteur central de la campagne électorale, supplantant progressivement la radio dans les échanges politiques quotidiens[13]. Ici, le faux peut se répandre plus aisément.

Les chiffres disent l'étendue. Ils ne disent pas les racines. La désinformation ne naît pas dans un algorithme. En Afrique, elle s'engouffre dans quelque chose de plus particulier : un terrain fait de mémoires blessées, de défiances héritées et d'une tradition orale où la parole a toujours précédé l'institution.

LES CICATRICES QUI PARLENT

Il y a plus profond encore. En Afrique, la manipulation de l'information, dont la désinformation n'est qu'un visage de plus en plus discuté, ne tombe pas du ciel numérique. Elle pousse dans les interstices du passé, de la relative rareté informationnelle et de l'adoption fulgurante en Afrique des technologies de communication au cours des 20 dernières années (téléphones mobiles et téléphones intelligents notamment).

Plus qu'ailleurs en effet, cette manipulation s'ancre dans une mémoire collective encore vive de la colonisation, des trahisons postcoloniales et des ingérences étrangères. Lorsqu'un message viral affirme que « la France finance le terrorisme au Sahel », il ne s'agit pas d'une simple théorie du complot. C'est un récit qui réactive un héritage de domination, de mensonges, de ressources pillées depuis plus d'un siècle.

En d'autres mots, ce n'est pas simplement le mensonge qui séduit. C'est le souvenir qui résonne. Au Mali, les vidéos en

langue bambara accusant Paris de collusion avec les Jihadistes ont trouvé une audience massive précisément parce qu'elles s'inscrivaient dans une généalogie de griefs bien réels. Ancienne colonie française indépendante depuis 1960, le Mali a vécu sous une présence politique et économique française continue, que beaucoup de Maliens ont vécue comme une ingérence[14,15].

Au-delà du Mali et du Sahel c'est une vingtaine de pays qui ont en partage le souvenir d'une France omniprésente dans son champ politique et économique. En août 1994, Ignacio Ramonet note, dans un éditorial du monde diplomatique que « depuis 1962 Paris a conduit en Afrique 18 interventions militaires majeures en Afrique, jamais décidées par le parlement et toujours en faveur des régimes dictatoriaux ». Un essai publié au début des années 1990 par Mongo Béti résume déjà, il y a trois décennies, le sentiment alors partagé par beaucoup sur le continent, celui de « la France contre l'Afrique » (La Découverte, 2006), faisant le lit de ce qui suivra, dans le sillage des évolutions technologiques et de la communication observées depuis lors[16].

Il est vrai, au demeurant, que l'histoire de la manipulation de l'information en Afrique ne commence pas avec les réseaux sociaux. Prenons l'Afrique du Sud des années 1970. Pour redorer son image à l'étranger, le régime d'apartheid finance secrètement *The Citizen*, un journal anglophone progouvernemental. L'affaire finit par éclater, c'est le Muldergate, et entraîne la démission du Premier ministre John Vorster[17]. Le mensonge avait alors une adresse, une rédaction, une imprimerie. Aujourd'hui, il a des fermes à trolls, des algorithmes et des faux comptes aux visages générés par intelligence artificielle. Derrière ces outils, des acteurs, privés, étrangers, professionnels, qui ont fait de la manipulation un marché.

LES NOUVEAUX MERCENAIRES

Les investigations journalistiques nous permettent d'établir que c'est en Afrique, notamment au Nigeria et au Kenya, que Cambridge Analytica a testé ses techniques frauduleuses d'aspiration de données avant de les déployer lors du référendum sur le Brexit et l'élection présidentielle américaine de 2016. Les électeurs de ces pays ont servi, à leur insu, de cobayes d'une stratégie en trois étapes : récolter les données personnelles de millions de citoyens sur Facebook, analyser ces informations pour définir des microcatégories psychologiques, puis orienter les choix individuels par une propagande taillée sur mesure.

Lors des élections présidentielles kényanes de 2013 et 2017, Cambridge Analytica, conseillère du président Uhuru Kenyatta, avait collecté les données personnelles des électeurs et déployé une propagande ciblant les peurs ethniques de chaque communauté. Au Nigeria, près d'un mois avant la présidentielle de 2015, la firme, alors mandatée par un homme d'affaires nigérian pour soutenir la réélection du président sortant Goodluck Jonathan, a tenté d'obtenir via des hackers les données médicales du candidat Muhammadu Buhari et produit des vidéos suggérant que sa victoire déclencherait une montée des violences islamistes[18,19].

Pour sa part, l'enquête sur Team Jorge, une structure israélienne composée d'anciens agents du renseignement, a révélé la manipulation de vingt-sept élections à travers le monde entre 2017 et 2023[20,21] .Des milliers de faux profils sur WhatsApp et Facebook, des comptes Telegram piratés, des récits pro-juntes ou anti-occidentaux disséminés avec une précision chirurgicale.

Les mercenaires privés ne sont pas les seuls acteurs de cette guerre. En République centrafricaine, un rapport

détaillé, publié par Graphika et le Stanford Internet Observatory a documenté une guerre informationnelle inédite. Des comptes pro-français, associés à des individus proches de l'armée française, et des comptes pro-russes, liés aux réseaux d'Evgueni Prigojine, l'ancien chef du Groupe Wagner, se sont affrontés sur Facebook, s'accusant mutuellement de « fake news », utilisant des profils générés par intelligence artificielle, créant de faux médias locaux[22].

Le résultat ? Un effondrement de la confiance. La population centrafricaine ne sait plus à quelle source se fier. La vérité elle-même est devenue suspecte.

C'est là que réside peut-être la mutation la plus insidieuse de la désinformation : non pas simplement faire croire au faux, mais rendre impossible de croire au vrai. Ce que les experts appellent le « dividende du menteur » : la possibilité pour tout politicien de rejeter une preuve réelle comme étant un deepfake.

C'est dans ce terreau, des sociétés où la vérité est déjà suspecte, où la confiance est déjà fracturée, que l'accès à de récentes avancées technologiques a donné des capacités nouvelles : produire un deepfake, fabriquer une fausse interview, inonder un réseau de faux contenus ne requiert plus ni budget important ni expertise particulière.

L'USINE À MIRAGES

En Afrique du Sud, lors des élections de 2024, une fausse vidéo montrant Donald Trump endossant le parti uMkhonto weSizwe a circulé sur TikTok et X, semant la confusion chez des milliers d'électeurs avant d'être démentie par AFP Fact Check[23].

En RDC, un deepfake du Président Félix Tshisekedi le montrant en train de promouvoir une application d'arnaque financière a circulé massivement sur Facebook, au point que la porte-parole de la présidence a dû démentir publiquement

ce qu'elle a qualifié de « montage grotesque généré par l'intelligence artificielle »[24].

Pendant ce temps, les plateformes mondiales brillent par leur absence. À ce jour, aucune grande entreprise technologique ne propose une modération efficace en bambara, haoussa, wolof, lingala ou swahili. Cette invisibilisation linguistique n'est pas neutre : elle laisse les récits les plus violents ou manipulateurs circuler en toute impunité.

La désinformation en Afrique n'est pas un simple « bruit » médiatique. Elle tue, déstabilise, radicalise. Au Cameroun, en 2021, une rumeur attribuant les vaccins COVID-19 à une intention de tuer ou encore de stériliser a circulé via la parole de certains leaders communautaires et religieux. Dans ce contexte de méfiance, une étude menée en 2022 à Douala met en évidence que 45,7 % des personnes interrogées ont refusé la vaccination[25].

Au Soudan, depuis avril 2023, les deux camps ont inondé les réseaux sociaux de propagande, de discours de haine ethnique et de vidéos manipulées. Des chercheurs ont documenté comment ces contenus ont été délibérément conçus pour alimenter la violence au Darfour et bloquer tout cessez-le-feu[26].

Deepfakes, rumeurs, manipulations électorales : sous toutes ses formes, la désinformation creuse le fossé entre des sociétés fragilisées et un avenir démocratique.

LES SENTINELLES DE LA VÉRITÉ

Pourtant, dans l'ombre, des résistances s'organisent. Africa Check a publié presque 1 700 rapports de fact-checking, formé plus de 11 600 personnes, et fédère au sein de son réseau Africa Facts 58 organisations de vérification des faits dans plus de 35 pays africains.[27]. Leur méthode : traduire la vérification dans les codes locaux. Au Sénégal, leur campagne #KeepTheFactsGoing utilise des notes vocales WhatsApp et

des podcasts radiophoniques pour sensibiliser les populations analphabètes.

Au Burkina Faso, des radios communautaires diffusent des pièces de théâtre interactives pour déconstruire les rumeurs. Au Ghana, une coalition de la société civile regroupant plus de 100 médias partenaires couvrant 45 langues locales a été mis en place pour contribuer à la surveillance des réseaux sociaux en amont des élections de 2024[28].

Ce ne sont pas des initiatives folkloriques. Ce sont des systèmes d'immunité culturelle et sociale.

POURQUOI CE LIVRE ?

L'Afrique est au cœur de la guerre informationnelle mondiale, mais sans projecteurs. Elle est ciblée, mais rarement écoutée. Analysée pour ses fractures, rarement célébrée pour ses ripostes. Les grilles d'analyse dominantes, souvent conçues hors du continent, peinent à saisir les dynamiques hybrides qui s'y jouent. Or, la désinformation ici n'est pas qu'un « problème de plateforme ». C'est un combat pour l'imaginaire. Pour la mémoire. Pour la souveraineté.

Ce livre part également à la rencontre de ceux qui, dans l'ombre, luttent pour que l'Afrique raconte elle-même ses réalités. Il vous emmènera dans les lieux où se fabrique la résistance : un studio radio à Ouahigouya où le théâtre devient bouclier, des capsules vocales qui voyagent sur WhatsApp dans les langues où le mensonge circule, des clubs communautaires où des jeunes apprennent à débusquer le faux. Vous y croiserez des comédiens qui jouent la rumeur pour mieux la désamorcer, des griots qui corrigent une fausse nouvelle par un conte, des développeurs qui construisent des outils dans des langues que les géants ignorent.

Car si l'Afrique subit les assauts des technologies de manipulation les plus sophistiquées, elle répond par une créativité hybride qui pourrait bien inspirer le reste du monde.

Ce livre se structure autour de cinq chapitres qui dessinent la cartographie de cette guerre invisible.

La radio-trottoir numérique explore l'hybridation unique du paysage informationnel africain, où WhatsApp et Telegram sont devenus des « chambres noires » de la désinformation.

Les guerriers africains de l'information raconte comment du Mali à l'Afrique du sud, une industrie locale d'acteurs de l'influence numérique s'est mise en place.

Les mercenaires de l'influence décrypte l'internalisation des milices numériques et les guerres d'influences qui exploitent les cicatrices coloniales notamment.

La loi comme arme examine comment certains États instrumentalisent la lutte contre les fausses nouvelles pour contrôler l'information, le « lawfare » informationnel.

La reconquête du récit célèbre les solutions innovantes, de l'IA au service de la vérification aux griots réinventés en fact-checkers.

Ce livre ne cherche pas à tout expliquer. Il dresse une cartographie imparfaite mais honnête. Une traversée faite de données, de récits, de cas concrets. Il est aussi un plaidoyer pour une souveraineté informationnelle inventée sur le continent, par le continent, pour le continent.

Car la souveraineté informationnelle n'est pas une destination mais un terrain de lutte quotidienne. En Afrique, cette bataille se gagne récit par récit, langue par langue, voix par voix.

Et si, dans ce chaos numérique, l'Afrique détenait les clés d'un futur plus résilient ?

CHAPITRE 1

LA RADIO-TROTTOIR NUMÉRIQUE

DU NORD AU SUD, D'EST EN OUEST

MARS 2023. « UN IVOIRIEN BATTU À MORT EN TUNISIE »

Dans les groupes WhatsApp de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Mali, une vidéo d'une minute trente secondes circule. Un jeune homme noir assailli par une dizaine d'hommes à la peau claire, roué de coups, qui s'effondre en sang sur une esplanade. Le message qui l'accompagne est catégorique : « Tunisie, le meurtre du Président de l'association des Ivoiriens résidant dans ce pays.»[1].

La séquence explose. La publication d'un influenceur sur X (Twitter), connu sous le pseudo Egountchi Behanzin, est partagée plus de 1 200 fois en quelques jours. Elle tombe au pire moment : Le président tunisien Kais Saied vient de dénoncer les « hordes » de migrants subsahariens, accusés de vouloir « changer la composition démographique » du pays. Ses déclarations ont déclenché une vague d'agressions racistes contre des migrants africains en Tunisie[2,3]. La vidéo, montrant un homme noir battu à mort par des individus à la peau claire, semble en apporter la preuve ultime.

Pourtant, cette scène de crime n'a jamais eu lieu en Tuni-

sie. L'AFP remonte la piste : la vidéo date de mai 2021. Elle montre le meurtre de Yusufa, un jeune sénégalo-gambien de vingt-six ans, agressé dans un quartier de Saint-Étienne, en France, pour un motif futile, par des individus apparemment sous l'effet de l'alcool.

Une vraie mort, un vrai crime, certes. Mais dans un autre pays, une autre année, un autre continent. Réinjectée au bon moment, dans les bons groupes, avec le bon commentaire. Cette vidéo avait transformé un drame français en preuve d'une crise tunisienne.

Cette vidéo n'est pas une anomalie. Elle est l'héritière d'une longue tradition de circulation incontrôlée de l'information en Afrique ; bien plus ancienne que Whatsapp.

I. AVANT LE CODE, IL Y AVAIT LE CONTE

L'histoire de la manipulation de l'information en Afrique ne commence pas avec Mark Zuckerberg et ses plateformes (Facebook, WhatsApp, Instagram). Elle s'ancre bien plus profondément, dans les structures coloniales, les résistances populaires, les mémoires blessées. Manipuler le récit fut, pendant des décennies, un outil de domination, mais aussi un langage de survie.

LES ONDES DE L'EMPIRE

Les anciennes puissances coloniales furent pionnières dans l'influence médiatique en Afrique.

En 1931, la France lance le Poste colonial, destiné aux cent millions d'auditeurs de l'empire colonial français, rebaptisé Paris-Mondial en 1938, puis Radio France Internationale (RFI) en 1975[4]. L'année suivante, en 1932, le service mondial de la British Broadcasting Corporation (BBC) prend l'antenne[5]. Ces stations assurent alors, avec le mérite d'une certaine clarté, la promotion des « bienfaits » de leurs impérialismes respectifs.

La Seconde Guerre mondiale oblige Paris et Londres à redéployer ressources et attention vers l'Europe. Il faut attendre les années 1970 pour les voir se remobiliser sur le continent. RFI étend sa présence dans les anciennes colonies françaises, principalement en Afrique de l'Ouest et centrale. Le service mondial de la BBC intensifie son rayonnement en Afrique australe, de l'Est et de l'Ouest. Washington promeut Voice of America, créée en 1942, « la voix de l'Amérique », dont le nom a le mérite de l'honnêteté[6].

Face à la seule concurrence des médias d'État, le plus souvent contraints de s'aligner sur les discours officiels, ces stations internationales ouvrent aux populations du continent une fenêtre sur le reste du monde. À l'époque, la télévision est encore un luxe rare et Internet n'existe pas. Pour des générations d'Africains, BBC, RFI et Voice of America deviennent synonymes d'information. Aujourd'hui encore, dans les grandes villes francophones (Abidjan, Kinshasa, Ouagadougou, Dakar, Bamako, Douala) RFI reste la radio la plus écoutée parmi les cadres et dirigeants. France 24 figure parmi les dix chaînes les plus regardées en Afrique francophone.

Cette omniprésence n'est pas neutre. Comme le reconnaissait le président français Emmanuel Macron devant les ambassadeurs français le 1er septembre 2022 : « Je pense que collectivement, nous devons être beaucoup plus réactifs, beaucoup plus mobilisés sur les réseaux sociaux [...] pour porter la valorisation de nos propres actions. À cet égard, nous devons beaucoup mieux utiliser le réseau France Médias Monde, qui est absolument clé et qui doit être une force pour nous. » Avant de conclure : « Je compte vraiment sur vous toutes et tous et sur le réseau pour vous mobiliser dans cette stratégie d'influence. »[7].

Ce n'est pas du journalisme qu'il décrit. C'est une stratégie d'influence assumée.

LE MENSONGE AVAIT UNE ADRESSE

L'Afrique du Sud des années 1970 offre un cas d'école de propagande d'État. Pour redorer l'image du régime d'apartheid à l'étranger, Pretoria finance secrètement The Citizen, un journal anglophone pro-gouvernemental, à l'aide de fonds détournés du budget de la défense et gérés par le Département de l'Information dirigé par le ministre Connie Mulder[8]. Le scandale éclate en 1977 : c'est le Muldergate, qui contraint à la démission du Premier ministre John Vorster et de plusieurs hauts responsables.

Le mensonge avait alors une adresse, une rédaction, une imprimerie. Il pouvait être identifié, dénoncé, parfois puni. Les responsables avaient des noms, des visages, des comptes bancaires traçables. Aujourd'hui, le mensonge a des fermes à trolls, des algorithmes et faux comptes aux visages générés par intelligence artificielle. Il se réplique à l'infini, mute comme un virus, échappe à toute juridiction. Le Muldergate du XXIe siècle n'aura peut-être jamais de procès.

LES CIRCUITS SOUTERRAINS DE LA VÉRITÉ

Les populations africaines n'ont jamais été de simples réceptacles passifs de la propagande. Elles ont inventé leurs propres circuits de vérité : les rumeurs, les chansons populaires, le théâtre, les fables transmises par les anciens. Des récits qui défient la censure, circulent sous le radar, critiquent le pouvoir sans jamais le nommer directement.

Cette tradition est héritée des sociétés africaines d'avant la colonisation. Le griot, figure centrale des sociétés ouest-africaines, n'est pas qu'un musicien ou un conteur. Il est le dépositaire de la mémoire collective, le gardien des généalogies, le chroniqueur des exploits et des trahisons. Son art repose sur une maîtrise subtile de l'allusion, de la métaphore, du sous-

entendu. Il peut louer un chef tout en glissant une critique que seuls les initiés saisiront.

Aujourd'hui encore, des griots maliens dénoncent la corruption en vers chantés, comme au temps des empires. Au Nigeria, des comédiens comme Mr. Macaroni mobilisent l'humour sur les réseaux sociaux pour pointer du doigt les abus policiers et gouvernementaux. La satire politique circule sur TikTok en kiswahili, en wolof, en lingala, langues que les algorithmes de modération de la Silicon Valley ne comprennent pas (encore).

Ces traditions de résistance narrative constituent un héritage précieux. Mais elles sont aujourd'hui détournées, instrumentalisées, retournées contre les populations qui les ont créées. Les propagandistes modernes l'ont compris : pour qu'un mensonge prenne racine en Afrique, il doit parler le langage et adopter les codes de l'oralité.

II. LA RÉVOLUTION FRAGMENTÉE

En dix ans, le nombre d'internautes africains a plus que triplé, passant d'environ 181 millions en 2014 à plus de 646 millions en 2025, selon Statista et DataReportal. Les utilisateurs de réseaux sociaux ont suivi la même trajectoire, dépassant 384 millions en 2022[9]. Les projections anticipent 1,1 milliard d'internautes africains d'ici 2029[10]. Facebook et WhatsApp dominent sans partage.

Cet essor massif s'explique par l'amélioration des infrastructures de télécommunication et la baisse du prix des smartphones. Comme la rareté de la téléphonie fixe avait favorisé la pénétration du mobile autour des années 2000, la rareté des ordinateurs a favorisé celle des téléphones « intelligents » une décennie plus tard. C'est à des ingénieurs kényans que l'on doit les technologies de paiement mobile qui ont révolutionné l'économie informelle d’une partie d’un vaste continent. À plusieurs reprises, par nécessité, l'Afrique a

ouvert la voie à des pratiques devenues ensuite des tendances mondiales.

LE CONTINENT DES FRACTURES

Cette révolution numérique est fragmentée, inégale et risquée. Les chiffres globaux masquent des écarts criants. En 2026, environ 40 % des Africains ont accès à Internet, avec des disparités importantes : près de 80 % en Afrique du Sud contre seulement 25 % en Afrique centrale, selon DataReportal[11]. En RDC, ce sont 79 millions de personnes, près de 70 % de la population, qui restaient hors ligne fin 2025[12].

Ce faible taux de connexion ne freine en rien la circulation de l'information. Il rappelle simplement que tout ne se joue pas là où l'Occident croit que cela se passe. Entre radios communautaires, prêches religieux, télévision, presse écrite et messages vocaux, l'Afrique suit ses propres canaux, enracinés, puissants, parfois invisibles aux regards numériques.

Les inégalités d'accès suivent des lignes prévisibles. Le genre : les femmes restent significativement moins connectées que les hommes, avec un écart moyen de 8 points de pourcentage selon Afrobarometer. L'âge : en 2021-2023, 56 % des 18-35 ans utilisaient régulièrement Internet pour s'informer, contre 38 % de leurs aînés. L'éducation : l'accès à Internet sur téléphone atteint 85 % chez les diplômés du supérieur, contre seulement 13 % chez ceux sans éducation formelle. La géographie : 67 % des urbains accèdent régulièrement aux médias numériques contre 31 % des ruraux[13].

Ces fractures créent des « vides informationnels »; des situations où une population est privée de renseignements fiables. Face à ce manque, les gens vont chercher l'information là où elle est accessible, y compris sur les réseaux sociaux où la vérité n'est plus le critère de ce qui circule. Ils transmettent ensuite ce qu'ils ont trouvé à leurs proches, de bouche à

oreille, en courant le risque de propager des informations non vérifiées sans en avoir forcément conscience.

L'ARCHIPEL LINGUISTIQUE

Une source d'inégalité particulièrement critique est le manque de couverture médiatique en langues africaines. Que ce soit dans la presse écrite, télévisée ou radiophonique, les langues européennes héritées de la colonisation, français, anglais, portugais, restent dominantes. Le bambara, le haoussa, le wolof, le swahili, le lingala y sont moins présents, même si les radios communautaires et certaines radios internationales investissent ce champ : c'est le cas de RFI en haoussa ou de la BBC en kiswahili et en pidgin.

Cependant, pour des millions de personnes qui ne maîtrisent pas les langues héritées, l'information vérifiée est tout simplement quasi inaccessible. Cette invisibilisation linguistique n'est pas neutre : elle laisse les récits les plus violents ou manipulateurs circuler en toute impunité.

Les plateformes mondiales brillent par leur absence. À ce jour, aucune grande entreprise technologique ne propose de modération efficace en bambara, haoussa, wolof ou lingala. Facebook, dont le nombre d'utilisateurs africains dépassait les 270 millions en 2022, n'y fait pas exception. Comme le dit Rosemary Ajayi, fondatrice du Digital Africa Research Lab, « Les plateformes doivent s'engager à consacrer davantage de ressources à l'Afrique »[14]. Les algorithmes de détection de contenus haineux ont été entraînés principalement sur l'anglais, accessoirement sur quelques autres langues européennes. Face à un audio en peul appelant à la violence, ils passent à côté.

III. WHATSAPP, LA NOUVELLE RADIO-TROTTOIR

Dans ce contexte de fractures numériques et d'absence de modération, une plateforme est devenue reine : WhatsApp. Contrairement aux autres régions du monde, où les utilisateurs recourent à plusieurs services de messagerie, en Afrique la domination de WhatsApp est sans partage. Des millions d'Africains y échangent quotidiennement textes, audios, photographies, vidéos. L'application a remarquablement contracté le temps et la distance. Elle a aussi créé un écosystème parfait pour la désinformation.

LES CHAMBRES NOIRES DE L'INFORMATION

WhatsApp et Telegram sont devenus des « chambres noires » informationnelles. Des espaces où les rumeurs, protégées par le cryptage de bout en bout, échappent à toute surveillance, à toute modération, à toute vérification. Les messages y circulent dans des cercles fermés : groupes familiaux, associations religieuses, réseaux professionnels, communautés villageoises. Chaque utilisateur appartient à des dizaines de groupes interconnectés.

Lorsqu'une fausse nouvelle atterrit dans ce réseau capillaire, elle se propage à une vitesse que les médias traditionnels ne peuvent égaler. Elle n'a pas besoin d'être partagée publiquement sur Facebook ou Twitter pour atteindre des millions de personnes. Elle voyage de groupe en groupe, de téléphone en téléphone, invisible aux observateurs extérieurs.

Plus encore, ces messages atteignent même les analphabètes grâce à des « passeurs », des membres lettrés du groupe qui lisent les contenus à haute voix dans les marchés, les gares routières, les places publiques. Le message vocal, en particulier, transcende la barrière de l'écrit. Un audio de trente

secondes peut circuler pendant des semaines, être écouté des milliers de fois, toucher des populations que l'écran n'atteint pas.

Gambie : Lors de la campagne présidentielle de 2021, WhatsApp s'est imposé comme canal central de communication électorale, utilisé par les partis pour atteindre les communautés rurales et mobiliser les jeunes électeurs.[15,16].

L'AUDIO, ARME DE DÉSINFORMATION MASSIVE

La primauté du visuel et de l'audio dans la désinformation africaine n'est pas un hasard. Elle épouse les traditions orales du continent, contourne l'obstacle de l'alphabétisation et exploite la puissance émotionnelle de la voix humaine. Le cerveau ne traite pas la voix comme il traite le texte. Il l'écoute d'abord, il la croit ensuite, et il vérifie rarement. Une information entendue active des zones cérébrales liées à l'émotion et à la confiance que la lecture n'atteint pas au même degré[17]. Un mensonge dit avec conviction est neurologiquement plus persuasif qu'un mensonge écrit. Dans un groupe WhatsApp, ce mensonge-là se répète, se partage, s'amplifie, jusqu'à ce que la répétition elle-même devienne une forme de preuve[18].

Au Nigeria, en février 2013, une émission radio de la station Wazobia FM insinue que le vaccin antipolio est un complot occidental contre les musulmans. C'est dans ce climat, que deux jours plus tard, neuf vaccinatrices sont assassinées à Kano[19]. Les rumeurs portées par cette voix à l'antenne n'étaient pas nouvelles, elles circulaient depuis le boycott massif de 2003, mais la radio leur avait donné une nouvelle résonance. Des milliers les avaient crues, non parce qu'elles venaient d'une source vérifiée, mais parce qu'elles venaient de quelqu'un en qui on avait confiance.

En RDC, en janvier 2026, une fausse vidéo montrant Donald Trump attaquer le bilan de Tshisekedi depuis la

tribune de Davos inonde Facebook, X et WhatsApp en quelques heures[20]. Présentée comme la preuve d'une rupture entre Washington et Kinshasa, elle est suffisamment convaincante pour tromper des milliers de personnes. Quand le démenti arrive, beaucoup ont déjà choisi de croire.

Lors des élections de décembre 2023 en RDC, une veille informationnelle conduite par Internews et le LARSICOM dans 155 groupes WhatsApp de journalistes et de leaders communautaires de trois provinces a permis de mesurer l'ampleur du phénomène : 520 messages de més/désinformation et de discours haineux ont été recensés en deux semaines, 170 la première, 350 la seconde[21]. L'étude note une augmentation de la diffusion de contenus faux ou haineux à l'approche du scrutin, tendance que ses auteurs jugent cohérente avec la montée en puissance des enjeux électoraux dans le périmètre observé.

QUAND LE FAUX DEVIENT VRAI

Ce qui rend ces « chambres noires » particulièrement dangereuses, c'est la confiance qui y règne. Un message reçu dans un groupe d'information communautaire, un groupe familial ou religieux bénéficie d'une présomption de véracité que n'a pas une publication anonyme sur Facebook. « Si mon imam l'a partagé, c'est que c'est vrai. », « Si ma tante l'envoie, pourquoi mentirait-elle ? ».

Cette dynamique transforme chaque membre du réseau en vecteur involontaire de désinformation. La mésinformation, le partage de fausses informations sans intention de nuire, se mêle inextricablement à la désinformation délibérée. Une grand-mère qui transmet une rumeur sur les vaccins ne cherche pas à manipuler ; elle cherche à protéger ses proches. Mais l'effet est le même.

Le faux devient vrai. La rumeur se mue en certitude. Quand la vérité finit par émerger, si elle émerge, elle doit

combattre non seulement le mensonge initial, mais aussi la honte de ceux qui l'ont relayé, la résistance de ceux qui refusent d'admettre avoir été trompés.

DES LIGNES POREUSES ENTRE LE RÉEL ET LE VIRTUEL

Ce qui distingue fondamentalement l'écosystème informationnel africain, c'est sa nature hybride. Un même récit peut circuler simultanément sur Whatsapp et Telegram, dans les conversations de rue et les lieux de culte. Il passe du numérique à l'oral, de l'écran au marché, du smartphone au crieur public.

La désinformation africaine circule par trois canaux interconnectés.

Les canaux numériques : WhatsApp, TikTok, Facebook, Telegram, YouTube. Ces plateformes touchent les populations connectées, principalement urbaines et jeunes. Elles permettent une diffusion instantanée et massive, mais restent limitées par la fracture numérique.

Les canaux traditionnels : radios locales, bouche-à-oreille, prêches religieux, réunions communautaires. Ces cadres atteignent des populations que le numérique ne touche pas. Ils bénéficient d'une légitimité sociale que les réseaux sociaux n'ont pas.

Les canaux hybrides : messages vocaux partagés puis lus à voix haute, vidéos projetées dans les villages, captures d'écran imprimées et affichées. Ils font le pont entre les deux mondes. Ce sont eux qui rendent la désinformation qui circule en Afrique si redoutablement efficace.

Cette hybridation n'existe nulle part ailleurs avec une telle intensité. En Europe ou en Amérique du Nord, la désinformation reste principalement numérique. En Afrique, elle a une vie physique, incarnée, orale. Elle existe dans l'espace public autant que sur les écrans.

LES LEADERS D'OPINION, COURROIES DE TRANSMISSION

Dans cet écosystème hybride, certains acteurs jouent un rôle crucial : les leaders d'opinion, influenceurs, religieux, chefs traditionnels, artistes, commerçants influents. Leur parole porte parce qu'elle est ancrée dans des réseaux de confiance préexistants.

Durant la pandémie de COVID-19, des imams camerounais ont, sans en mesurer les conséquences, relayé des rumeurs antivaccins dans leurs prêches. Ils ne cherchaient pas à manipuler ; ils exprimaient des inquiétudes sincères face à des vaccins développés à une vitesse inédite par des laboratoires occidentaux. Leur parole avait un poids que nulle campagne officielle ne pouvait contrebalancer.

Résultat : Une étude menée à Douala en 2022 auprès de 1 555 personnes révèle que seuls 11 % étaient vaccinés contre la COVID-19. Près de la moitié (45,7 %) avaient refusé le vaccin, 41 % hésitaient, et 13 % y étaient favorables. Les principales raisons de refus étaient la crainte des effets secondaires (44,8 %), le manque d'information (36,5 %) et la méfiance (33,3 %). L'appartenance religieuse et le niveau d'éducation étaient les facteurs les plus fortement associés au refus vaccinal [22].

Au nord du Nigeria, des sermons relayés par les radios locales ont présenté les vaccins contre le covid comme des instruments du diable, compromettant les campagnes de vaccination dans plusieurs États[23].

Avant la rumeur, les faits

Face au refus du vaccin, la tentation est grande d'y voir un simple manque d'information ou d'éducation. C'est une erreur de diagnostic.

Ceux qui refusaient le vaccin contre la COVID à Douala ou à Kano n'ignoraient peut-être pas la médecine. Ils s'en méfiaient peut-être. Cette méfiance avait une histoire.

La désinformation autour des vaccins COVID n'a pas

atterri dans un vide. Elle a atterri sur un sol déjà fertilisé par des décennies d'expériences biomédicales réelles, souvent menées sans consentement éclairé sur des populations vulnérables.

L'affaire du ténofovir à Douala en 2004 : quatre cents travailleuses du sexe enrôlées dans un essai clinique sans garantie de soins en cas d'infection[24,25]. Un scandale qui contraignit le gouvernement camerounais à suspendre l'essai en février 2005[26].

L'affaire Pfizer au Nigeria : en 1996, des enfants atteints de méningite sont utilisés comme cobayes à leur insu. Un traumatisme suffisamment profond pour alimenter, dès 2003, le boycott des vaccins anti-polio dans le Nord du pays [27].

Ces événements ne sont pas tous présents dans chaque mémoire individuelle. Ils ont toutefois forgé un récit collectif qui circule, se transmet et s'actualise.

Il s'est peut-être actualisé en avril 2020. Au moment précis où la pandémie débutait, deux médecins français respectables proposaient en direct sur une chaîne nationale de tester le vaccin « en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitement »[28,29]. Avec pour précédent assumé les études sur le sida menées chez les prostituées[30]. Des excuses ont suivi, mais la séquence avait déjà été vue, partagée par des célébrités comme Didier Drogba, traduite et relayée dans des langues que les communiqués de l'Inserm n'atteignaient pas[31]. Elle était devenue un fait social. Une confirmation de ce que la rumeur disait déjà.

Voilà le paradoxe cruel auquel se heurte notamment la communication en santé publique. Les arguments les plus efficaces contre la vaccination ne sont pas des inventions. Ce sont des extrapolations d'injustices bien réelles.

La méfiance n'est pas une erreur de raisonnement. C'est un raisonnement à partir de faits réels.

Ce qui impose à la santé publique une exigence supplémentaire : avant de convaincre, il faut reconnaître. Avant

d'expliquer, il faut comprendre d'où vient la peur. Ignorer cette généalogie, c'est condamner d'avance toute initiative de protection à se heurter à un mur qu'on aurait pu, au moins partiellement, démanteler.

V. AFRIQUE-OCCIDENT : MÊME GUERRE, MÉMOIRES DIFFÉRENTES

Ce ne sont pas seulement les outils qui changent. Ce sont les blessures que les récits réactivent.

En Occident, la désinformation cible souvent des fractures contemporaines, politique, genre, « race », sur une infrastructure numérique mature, avec des garde-fous imparfaits mais existants. En Afrique, elle plonge également dans quelque chose de plus profond : une mémoire collective que les propagandistes connaissent et exploitent avec précision.

Le narratif de l'impérialisme occidental n'est pas une invention. Au Sahel, en RDC, en Centrafrique ou au Burkina Faso, des décennies d'ingérence étrangère, de pillage des ressources, de soutien à des régimes corrompus ont laissé des traces que les générations actuelles ont héritées sans les avoir toujours vécues directement. Quand un contenu affirme que l'Occident sabote les économies africaines ou arme les groupes armés, il ne part pas de rien. Il part d'une histoire vraie, incomplète, puis la déforme.

C'est cette mécanique, faits détournés et amplification virale, qui rend le démenti si difficile. Car démentir, c'est déjà se retrouver du mauvais côté. Quand la désinformation s'enracine dans une mémoire collective blessée, elle cesse d'être un bruit de fond. Elle devient un outil de guerre.

***

LE LABORATOIRE DU CHAOS NARRATIF

L'Afrique n'est ni en retard ni plus vulnérable face à la désinformation. Elle est en tension, à l'intersection de récits anciens et de technologies nouvelles, de mémoires collectives et d'algorithmes. Mais surtout, elle est fracturée : des mondes coexistent sans se voir, des réalités informationnelles qui ne partagent pas toujours les mêmes langues ni les mêmes repères, et pourtant se contaminent mutuellement.

La manipulation y est *high-tech* et *low-tech*, urbaine et rurale, numérique et incarnée. C'est cette hybridation, WhatsApp, griot, deepfake, radio communautaire, qui la rend plus corrosive, plus ancrée, plus difficile à déloger.

Car ici, un mensonge n'est jamais seulement une erreur factuelle. C'est souvent une blessure ancienne, à peine cicatrisée, qu'un récit vient rouvrir. La manipulation de l'information en Afrique ne se combat pas avec les mêmes armes qu'ailleurs. Elle exige de comprendre ce qui se joue entre l'écran et la parole, entre le code et le conte, entre l'algorithme et le terrain.

Ici, une chanson populaire peut concurrencer un deepfake, et une vidéo WhatsApp bouleverser une élection. Le passé et le futur de la guerre de l'information s'y croisent chaque jour, au rythme de la voix, de l'écran et de la rue.

Qui alors orchestre ces récits empoisonnés ? Pour le comprendre, il faut lever le voile sur un théâtre d'ombres où se croisent puissances étrangères, milices numériques et acteurs locaux aux intérêts divergents.

ÉPILOGUE

Ce voyage nous a menés des groupes WhatsApp de Niamey aux salles de rédaction de Johannesburg, des fermes à trolls de Modiin aux radios communautaires du Burkina Faso. Nous avons traversé un paysage où le high-tech des algorithmes s'hybride avec le low-tech de la voix, où un message vocal en bambara peut déstabiliser un gouvernement, où la vérité et le mensonge se livrent une guerre sans tranchées.

L'Afrique a servi et continue de servir de laboratoire pour des techniques ensuite déployées ailleurs. Cambridge Analytica au Nigeria. Team Jorge. Les réseaux Wagner en Centrafrique. Ce récit de victimisation est partiellement vrai. Mais il est aussi incomplet.

Car face à ces assauts, le continent a développé ses propres anticorps. Pas en imitant strictement les réponses occidentales, comme la modération algorithmique ou le fact-checking calqué sur des modèles étrangers, mais en inventant depuis ses propres contraintes. Des vérificateurs qui envoient des notes vocales plutôt que des articles. Des chatbots sur WhatsApp pour vérifier des faits en temps réel, et l'ambition, encore en chantier, de les étendre aux langues locales. Des

journalistes qui font du théâtre pour atteindre ceux que l'écrit n'atteint pas.

Aussi, peut-être surtout : une tradition qui pourrait offrir une réponse à la menace la plus insidieuse de notre époque. Le dividende du menteur, cette possibilité de rejeter une preuve réelle comme étant un deepfake, paralyse les sociétés qui ont fondé leur rapport à la vérité sur l'image et l'écrit. En Afrique, la vérité ne s'est jamais établie par l'image seule. Elle se construit par le réseau de confiance, le témoin, le garant, la parole engagée devant la communauté. Ce système, que la modernité avait marginalisé, redevient peut-être le plus solide des remparts.

La souveraineté informationnelle n'est pas une destination. C'est un terrain de lutte quotidienne, qui se gagne récit par récit, langue par langue, voix par voix. Le vrai défi n'est pas de combattre le mensonge. C'est de reconstruire les conditions dans lesquelles la vérité peut encore être reconnue.

Ce livre aura atteint son but s'il contribue, même modestement, à faire germer ces graines, et à rendre hommage à celles et ceux qui les plantent, humblement pour servir la vérité.

LA SUITE DANS LE LIVRE

Le virus du doute

Cinq chapitres, de la radio-trottoir numérique
à la reconquête du récit, et plus de 130 références
pour vérifier, prolonger, approfondir.

Acheter le livre

amzn.eu/d/0aOalRQl

Commandes, accès académique et invitations :
Éditions Tila · editionstila@gmail.com
www.editionstila.com